

Résolution bolchevik-léniniste

I. Le prolétariat devant les paysans

Pour une politique paysanne révolutionnaire.

La crise agricole sans précédent qui se développe dans un monde capitaliste en décomposition où grandit la double menace du fascisme et de la guerre confère à ce Congrès paysan une importance exceptionnelle.

Il faut apporter aux paysans une base acceptable et suffisante qui permette leur regroupement aux côtés du prolétariat, et leur action commune avec lui pour éviter un même destin d'asservissement, de misère et de sang.

Conscient de ses responsabilités, le Congrès entend rompre avec les opportunistes passés. Il rejette et le réformisme invertébré et le scepticisme stérile : le premier prétend apporter des "solutions" et respecter le régime ; il n'engendre qu'une série de déceptions. Le second subordonne tout à une condition préalable : Faire d'abord la Révolution. Ces deux tendances dont l'une prétend tout faire en régime capitaliste, alors que l'autre déclare « **Il n'y a rien à faire** » ne sont qu'une constante dérobade devant l'effort quotidien des exploités en lutte contre les exploiters.

Le Congrès appelle l'ensemble du Parti et avec lui les multitudes ouvrières et paysannes dans la voie d'une politique hardiment révolutionnaire : Améliorations immédiates et successives de la situation des travailleurs, par le rejet des charges qui les écrasent sur ceux qui sont les responsables et les profiteurs de la crise, chaque victoire partielle étant considérée comme une étape en direction de l'unique issue : **Renversement du pouvoir bourgeois, instauration d'un gouvernement des ouvriers et des paysans.**

La lutte de classes au village

C'est en fonction de ces objectifs immédiats et futurs que le Congrès aborde les questions paysannes, car ces dernières ne sauraient être isolées des grands problèmes politiques, économiques et sociaux qui les dominent et les conditionnent, et détermine ses rapports avec les différentes couches de la population rurale.

La paysannerie en effet n'est pas homogène., Le Congrès dénonce avec force les formules hypocrites telles que : Bloc rural; Union paysanne pour sauver la terre de France, intérêts généraux de l'agriculture qui sont autant de pièges à paysans parce qu'elles livrent les exploités des campagnes à l'influence et à la direction de leurs exploiters. Il n'est pas vrai qu'il n'y ait en France qu'une grande famille rurale dont les intérêts seraient unis et solidaires, et les villages sont le théâtre d'une lutte de classe quotidienne où s'opposent âprement d'une part la caste des propriétaires fonciers, des hobereaux et leurs fermiers généraux, d'autre part la multitude des paysans sans terre : prolétariat agricole, horticole et forestier, petits métayers et fermiers, semi-paysans dont la parcelle est insuffisante et qui doivent louer leurs bras pour trouver un complément de ressources, ou avoir recours à un travail artisanal qui les mettent directement sous la coupe d'une entreprise capitaliste.

Entre ces deux classes fondamentalement opposées - capitalisme agraire et paysans sans terre - oscille une "petite-bourgeoisie" rurale à laquelle l'exiguïté de ses domaines, la primitivité de sa technique, son infériorisation sur le marché des produits agricoles, ne permettent pas de réaliser une plus-value capitaliste. C'est un groupe intermédiaire aux limites imprécises dont l'instabilité économique est le caractère principal, soit que ses composants évoluent vers des formes supérieures de type capitaliste (machinisme, division du travail, main-d'œuvre salariée...) soit qu'ils régressent vers les rangs inférieurs de la paysannerie pauvre.

La crise actuelle a accru considérablement les difficultés des petits exploitants, engagés depuis longtemps dans un processus d'appauvrissement et de prolétarianisation. Détenteur de son instrument de travail, le petit paysan reste un exploité que la terre asservit plus qu'il ne la possède. Livré sans défense à la meute des spéculateurs, proie des trusts lorsqu'il achète et des consortiums lorsqu'il vend, vassalisé par les industries de transformation des produits agricoles, guetté par les usiniers et le fisc, exécuté par les huissiers, le paysan travailleur se rattache socialement au groupe des paysans sans terre dont l'avenir historique est dans l'issue victorieuse d'une lutte sans merci contre le régime capitaliste et ses défenseurs.,

A bas l'opportunisme des politiciens et des ignorants !

L'introduction et le développement du capitalisme dans l'agriculture, dès la fin du siècle dernier., mais surtout depuis 1911 ont profondément perturbé l'économie rurale, accéléré la différenciation des classes, préparé la crise agricole actuelle, et justifient en les vérifiant les thèses marxistes de la concentration capitaliste en agriculture, niées par les opportunistes et les ignorants des 2^{ème} et 3^{ème} Internationales.

Depuis la guerre, ces mêmes opportunistes qui ramènent la loi de la concentration capitaliste à de simples regroupements domaniaux et la dénaturent afin de mieux la nier ont répandu tant d'obscurités sur ces questions qu'ils ont accrédité chez les paysans eux-mêmes les thèmes conservateurs et gouvernementaux sur la petite propriété agricole, sa pérennité et sa prédominance ; ils ont fait perdre aux organisations révolutionnaires le contrôle du

bouleversement de l'économie rurale en France et, sur la base de l'appréciation erronée qu'ils en donnaient, ont fait triompher une politique paysanne opportuniste et contre-révolutionnaire, aboutissent aujourd'hui à remettre l'ensemble du mouvement paysan aux mains du fascisme agraire.

le Congrès dénonce cette attitude néfaste à la paysannerie laborieuse et à l'ensemble du mouvement révolutionnaire : oubli des revendications vitales du prolétariat agricoles et des paysans sans terre ; élaboration d'un programme basé sur les tendances des couches les plus aisées de la moyenne paysannerie ; substitution de la défense du producteur à la claire et solide tactique de la lutte de classes, encouragement à la formation d'un bloc rural de la pire espèce qui identifie l'exploité à son exploiteur et accroît la domination du second sur le premier.

C'est sur les couches les plus exploitées de la paysannerie qu'il faut axer une politique paysanne révolutionnaire et la crise agricole, loin de justifier une dérogation à cette règle immuable ; doit au contraire en rendre l'application plus stricte, car c'est en période de crise que s'approfondissent les antagonismes de classe, chacun cherchant à en rejeter le poids sur autrui : l'employeur réduit les salaires, le grand propriétaire foncier maintient ou aggrave les conditions du bail à la ferme ou du contrat de métayage, le petit paysan s'endette et provoque par voie de conséquence l'endettement de l'artisan rural et du petit commerçant ; les industries de transformation multiplient les manœuvres spéculatives en même temps que les ventes forcées achèvent de razzier, au profit des "bandes noires", la terre et le cheptel hypothéqués, les récoltes engagées. S'imposent : les actions revendicatives du prolétariat agricole, du métayer et petit fermier, du petit paysan contre ceux qui les volent, à commencer par leurs exploiteurs locaux ; ainsi que la récupération des privilèges extorqués depuis des générations ; la remise à la collectivité rurale des richesses naturelles - forces hydrauliques et électriques, chasse et pâturages, eaux potables, engrais ; la mise en échec de la banque et des trusts.

Telle est la clef d'un programme immédiatement réalisable auquel se ralliera en masses profondes la moyenne paysannerie en voie d'appauvrissement, que combattront sans doute quelques éléments enrichis, et auquel résisteront désespérément quelques cent mille féodaux, soutiens avérés du fascisme.

On ne neutralise pas la paysannerie, on l'entraîne à l'action,

Le Congrès souligne l'étroite connexion qui, au village, associe le mouvement paysan revendicatif et libérateur à la lutte concrète et quotidienne - la seule efficace - contre le fascisme et contre la guerre. Ceux qui rêvent de dictature et veulent la guerre sont ceux qui nous volent et nous exploitent chaque jour. Une même action puissante, défendra à la fois nos existences, nos libertés, notre pain. Le Congrès salue les foules paysannes qui ont répondu à l'appel du 14 juillet 1935 et ont rejoint le Front Populaire. Le fascisme à l'intérieur, la guerre à l'extérieur sont les ultimes recours d'un capitalisme aux abois, et les masses paysannes sont dans l'alternative de rester passives et d'être vaincues, ou d'organiser dans chaque village le prolongement d'un Front populaire révolutionnaire dont la puissance garantira le succès.

Rejetant les formules politiciennes qui veulent amener le front populaire à une entreprise électorale, et pour lesquelles la situation tragique des paysans n'est qu'une occasion favorable au lancement d'un "panneau-réclame", le Congrès s'élève contre les tendances timorées et bureaucratiques qui font à la paysannerie laborieuse l'injure de la vouloir neutraliser. L'immobilité n'a jamais été une attitude politique et une paysannerie neutre serait une paysannerie vaincue.

Par intuition sinon par raisonnement, les paysans acculés à la misère l'ont compris et depuis quatre années, les manifestations spontanées se multiplient dans les villages à tel point qu'elles atteindront en cette fin d'année 1935 une ampleur jamais égalée.

Il convient de situer très nettement les responsabilités des dirigeants des principaux partis politiques : radicaux, socialistes et communistes, ensemble ou séparément, ont méconnu la volonté révolutionnaire des masses rurales. Passant de la passivité absolue à l'aventurisme incohérent, ils ont laissé aux leaders fascistes l'initiative de l'action et délibérément failli à la mission qui leur incombait historiquement. Ce faisant, ils ont livré la paysannerie pieds et poings liés à ses exploiters et font courir à l'ensemble de la population le plus grave des périls : celui d'une fascisation générale des campagnes et leur soulèvement contre le mouvement ouvrier.

Il n'est pas trop tard pour réagir. Le Congrès appelle le prolétariat révolutionnaire à prendre dans ses propres organisations les mesures de salubrité qui s'imposent et à se porter rapidement à la tête des masses paysannes.

C'est la connaissance exacte de leur condition, de leurs perspectives et du rôle qu'ils ont à remplir qui créera chez le prolétariat agricole et le paysan pauvre, puis dans la moyenne paysannerie, une idéologie et une conscience révolutionnaire, fera surgir des militants paysans révolutionnaires et provoquera le déclenchement et l'essor, aux côtés du prolétariat, d'un mouvement paysan révolutionnaire.

II. Organisation et action de la paysannerie dans la défensive et l'offensive

Au seuil de nouvelles luttes paysannes

L'époque présente est celle des soulèvements paysans. Aux colonies, le paysan indigène avec lequel le paysan français doit se solidariser, défend la terre que lui volent les impérialismes ; en Europe Centrale, la réforme agraire a fait du paysan sans terre un propriétaire endetté qui n'a plus d'autre ressource que la révolte armée contre l'impôt et la rente foncière. Sur tous les points du monde capitaliste, la paysannerie est conduite aux abîmes et le village français, à son tour, s'engage dans la route où l'ont précédé les paysans des autres pays. Le Congrès attire l'attention des paysans français sur les enseignements de cette expérience internationale.

Parce qu'elle est prise en entier dans l'engrenage complexe du système capitaliste, de ses banques, de ses entreprises, de ses moyens de corruption et de pression et de répression, la paysannerie soucieuse de son avenir doit savoir que toute action défensive, pour être efficace, doit nécessairement se mener en une action offensive, allant de l'action localisée et restreinte à un mouvement généralisé contre le régime.

D'où la nécessité pour la paysannerie de s'appuyer sur une force alliée qui lutte contre le même ennemi, et réalise les conditions nécessaires à une commune victoire : expérience et organisation internationales, possibilités de concentration et d'action aux points les plus vulnérables du capitalisme. Cet allié ne peut être que le prolétariat et tout mouvement paysan qui reste uniquement paysan, est par cela même voué à l'échec.

La création en France d'un Parti agraire ne résulte pas de la volonté des paysans, mais constitue une opération politique des grands agrariens d'Europe ; le Parti agraire n'est pas le parti des paysans travailleurs, mais l'organisation de combat de leurs exploités ; et les grands agrariens qui le composent ou le dirigent ont eux-mêmes recours à des alliés non agraires, recherchés dans le monde des Banquiers et des Industriels.

Pour maintenir sous son emprise les millions de travailleurs ruraux dont elle a besoin, la grande bourgeoisie a créé depuis 1884 un réseau complexe d'organisations syndicales et coopératives. Mais le syndicalisme agricole a révélé sa carence et son impuissance dans la crise actuelle et c'est à des formations extra-syndicales, (Comités de défense, corporatisme, Croix de Feu, etc....) que la bourgeoisie a recours pour encadrer "son" mouvement paysan.

A situation révolutionnaire organisations révolutionnaires

Sur la base d'un mouvement élémentaire né dans les villages bretons et corréziens pendant la guerre, un courant d'organisation "entre paysans travailleurs" s'est développé en France depuis 1928 et s'est ramifié en deux groupements centraux (CNP et CGPT) et en groupes autonomes. Mais les initiateurs de ces groupements, ont - insuffisance politique ou opportunisme politique - commis l'erreur de recourir aux formes périmées du vieux syndicalisme agricole bourgeois et d'entraver le développement des organisations paysannes de combat (comités paysans) qui prennent naissance dès 1932. Le mouvement des paysans travailleurs est figé dans les moules rigides de ses syndicats et de sa bureaucratie.

La tâche urgente des militants est :

- D'insuffler un cours nouveau dans les organisations paysannes;
- De travailler à l'unité révolutionnaire de ces organisations syndicales;
- De provoquer la renaissance dans chaque village des comités paysans analogues à ceux de 1932;
- De hâter la constitution des milices ouvrières et paysannes,

Le Congrès estime que c'est l'action conjuguée de ces différentes organisations qui peut donner à la paysannerie laborieuse le moyen de transformer le front paysan actuel en un front paysan révolutionnaire, prolongement normal du Front populaire. Il appelle les paysans à s'organiser en masse, à hâter la tenue de véritables "Etats Généraux de la Paysannerie laborieuse", et à agir tous ensemble, sans délai, pour imposer les revendications, et le programme que nous soumettons à leur examen.